



Rapport annuel de situation 2009

Présenté par

le Gouvernement de

[**BENIN**]

Année faisant l'objet du rapport : **2009**

Demande de soutien pour l'année : **2011**

Date de présentation : 14 mai 2010

Date limite de présentation : 15 mai 2010

Veillez envoyer une copie électronique du rapport annuel de situation ainsi que de ses annexes à l'adresse de courriel suivante : apr@gavialliance.org

Un exemplaire imprimé peut être envoyé au :

**Secrétariat de GAVI Alliance
Chemin des Mines 2
CH 1202 Genève
Suisse**

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à : apr@gavialliance.org ou aux représentants d'une institution partenaire de GAVI. Les documents pourront être portés à la connaissance des partenaires de GAVI, de ses collaborateurs et du public.

Note : Avant de commencer à remplir ce formulaire, procurez-vous comme document de référence la copie électronique du rapport annuel de situation et de toute demande de soutien de GAVI ayant été présentée l'année précédente.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU SOUTIEN DE GAVI ALLIANCE

FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS

Le pays présentant la demande (« le pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil d'administration de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

AMENDEMENT DE LA PRÉSENTE SOUMISSION

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport annuel de situation s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans sa demande de soutien. L'Alliance instrumentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

REMBOURSEMENT DES FONDS

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans sa demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance.

SUSPENSION/RÉSILIATION

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans cette demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

CONFIRMATION DE LA VALIDITÉ JURIDIQUE

Le pays et les signataires pour le gouvernement confirment que sa demande de soutien et son rapport annuel de situation sont exacts et corrects et représentent un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans cette demande et amendés, le cas échéant, dans le rapport annuel de situation.

CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il respecte ses obligations.

UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX

Il incombe au pays de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien sous forme d'apport de fonds de GAVI. Le pays confirme qu'il assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien de GAVI en apport de fonds qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

ARBITRAGE

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. La langue de l'arbitrage sera l'anglais.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit : GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans cette demande, y compris et sans limitation toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente soumission.

En remplissant ce rapport annuel de situation, le pays informera GAVI :

- des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI l'an dernier ;
- des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter ;
- du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement ;
- de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés ;
- de la manière dont GAVI peut rendre le rapport annuel de situation plus adapté aux besoins des gouvernements partenaires tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance.

Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant leur signature sur la présente page, les représentants du Gouvernement attestent de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées à la page 2 du présent rapport annuel de situation.

Pour le Gouvernement de [Nom du pays].....

Veuillez noter que ce rapport annuel de situation ne sera ni révisé ni approuvé par le Comité d'examen indépendant s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Ministre de la Santé : Professeur Issifou TAKPARA

Titre : Ministre de la Santé

Signature :

Date : 12 MAI 2010



Ministre des Finances (ou son représentant autorisé) : Adidjatou MATHYS

Titre : pour le Ministre de l'Economie et des Finances et par délégation La Directrice de Cabinet

Signature :

Date : 12 MAI 2010



Ce rapport a été préparé par :

Nom complet ... Dr BOKOSSA Alexis..	Nom complet : Dr NAGO Marie-Rose..
Fonction : Chef service Vaccination à la DNPEV-SSP	Fonction...Directrice. du PEV-SSP..
Téléphone : (229) 21 33 75 90. ou (229) 90 94 37 67 .et. 97 28 59 53..	Téléphone.... (229) 21 33 75 90. ou (229) 95 06 52 18. et 96 28 54 55
Courriel : bokale2000@yahoo.fr	Courriel : maronago@yahoo.fr.
Nom complet : Dr BIEY José	Nom complet : HASSAN Jacques..
Fonction: Point Focal PEV à l'OMS/ Bénin.	Fonction : Point Focal PEV à l'UNICEF/ Bénin
Téléphone.. : (229).213150 06. ou : (229)97290258	Téléphone. : (229) 21303796 ou (229).98293994.
Courriel : <biej@intnet.bj	Courriel :jhassan@unicef.org...

Page des signatures du CCI

Si le pays fait rapport sur le soutien SSV, SSI ou SVN

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCI) sur la vaccination, avalisons le présent rapport. La signature de la page d'aval du présent document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant ce formulaire, les membres du CCI confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils ont été gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
Dr Akpa R. GBARY, Rep	Organisation Mondiale de la Santé		11/05/2010
Dr Souleymane Diallo, Rep.	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance		12/05/2010
MIRCHANDANI ASHOK R.	Agence Américaine pour le ROTARY International		11/05/2010
Dr YAO Kossia	Agence de Médecine Préventive		11/05/2010
ABALHO Josephine	Fondation PEV Bénin		11.05.10

Si le CCI le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : apr@gavialliance.org
Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

.....
.....

Observations du Groupe de travail régional :

.....
.....
.....

Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (types A et B)

NON APPLICABLE

Ce rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC a été préparé par :

Nom :

Fonction :

Organisation ...

Date :

Signature :

Ce rapport a été préparé en consultation avec les représentants des OSC qui participent à des mécanismes nationaux de coordination (CCSS ou équivalent et CCI) et des OSC qui ont pris part au recensement (pour le soutien de type A), ainsi que les OSC qui ont reçu le soutien de GAVI Alliance pour les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC (pour le soutien de type B).

Nous soussignés, membres du Comité de coordination du secteur de la santé, (insérer le nom du comité), avalisons ce rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

La signature de la page d'aval n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Rapport annuel de situation 2009 : Table des matières

Ce rapport rend compte des activités menées entre janvier et décembre 2009 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2011

1. Gestion du programme général

- 1.1 Données de référence et objectifs annuels actualisés. Tableau 1 en annexe 1
- 1.2 Résultats de la vaccination en 2009
- 1.3 Évaluation des données
- 1.4 Dépenses globales et financement de la vaccination
- 1.5 Comité de coordination interagences (CCI)
- 1.6 Activités prioritaires en 2010-11

2. Soutien aux services de vaccination (SSV)

- 2.1 Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2009 (récompenses reçues)
- 2.2 Gestion des fonds du SSV
- 2.3 Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2009
- 2.4 Demande de récompense au titre du SSV

3. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

- 3.1 Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2009
- 3.2 Introduction d'un nouveau vaccin en 2009
- 3.3 Rapport sur le financement conjoint du pays en 2009
- 3.4 Évaluation de la gestion des vaccins/de la gestion efficace des entrepôts de vaccins
- 3.5 Changement de présentation d'un vaccin
- 3.6 Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins
- 3.7 Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2011

4. Soutien à la sécurité des injections (SSI)

- 4.1 Réception du soutien à la sécurité des injections (pour les pays concernés)
- 4.2 Progrès du plan de transition pour des injections sûres et une gestion sans risque des déchets piquants ou coupants
- 4.3 Déclaration sur l'utilisation du soutien de GAVI à la SSI reçu en apport de fonds

5. Renforcement des systèmes de santé (RSS)

- 5.1 Informations relatives au présent rapport
- 5.2 Réception et dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009
- 5.3 Rapport sur les activités de RSS pendant l'année 2009 faisant l'objet du rapport
- 5.4 Fonctions d'appui
- 5.5 Mise en œuvre du programme pendant l'année 2009 faisant l'objet du rapport
- 5.6 Gestion des fonds de RSS
- 5.7 Détail des dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009
- 5.8 Vue d'ensemble des objectifs atteints
- 5.9 Autres sources de financement dans des mécanismes communs

6. Participation élargie des organisations de la société civile (OSC)

- 6.1 TYPE A : Soutien au renforcement de la coordination et de la représentation des OSC
- 6.2 TYPE B : Soutien aux OSC pour les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC

7. Liste de contrôle

8. Observations

Annexes

Annexe 1 : Calcul du soutien SSV-SVN accordé à [pays] pour 2011 [fichier Excel joint]

Annexe 2 : Informations à fournir et exemple d'état financier du SSV

Annexe 3 : Informations à fournir et exemple d'état financier du RSS

Annexe 4 : Informations à fournir et exemple d'état financier du soutien OSC de type B

Liste de tableaux dans le rapport annuel de situation 2009

Section du rapport	Numéro du tableau	Endroit où se trouve le tableau	Titre
1.1	Tableau 1	Annexe 1	Données de référence et objectifs annuels actualisés
1.4	Tableau 2	Formulaire du rapport	Dépenses globales et financement de la vaccination en \$US
2.5	Tableau 3	Annexe 1	Calcul de la prime de SSV
3.1	Tableau 4	Formulaire du rapport	Vaccins reçus pour les vaccinations de 2009
3.3	Tableau 5	Formulaire du rapport	Quatre questions sur le financement conjoint du pays en 2009
3.7	Tableau 6	Annexe 1	Demande de vaccins pour 2011
4.1	Tableau 7	Formulaire du rapport	Matériel de sécurité des injections reçu en 2009
4.2	Tableau 8	Formulaire du rapport	Sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2009
4.3	Tableau 9	Formulaire du rapport	Dépenses pour les activités de 2009 (pour le SSI en apport de fonds)
4.3	Tableau 10	Formulaire du rapport	Activités planifiées et budget pour 2010
5.2	Tableau 11	Formulaire du rapport	Réception et dépenses des fonds de RSS
5.3	Tableau 12	Formulaire du rapport	Activités de RSS pendant l'année 2009 faisant l'objet du rapport
5.4.3	Tableau 13	Formulaire du rapport	Activités de RSS prévues pour 2010
5.4.3	Tableau 14	Formulaire du rapport	Activités de RSS prévues pour l'année suivante (c'est-à-dire pour l'exercice fiscal 2011)
5.8	Tableau 15	Formulaire du rapport	Indicateurs figurant dans la demande originale approuvée
5.8	Tableau 16	Formulaire du rapport	Tendance des valeurs atteintes
5.9	Tableau 17	Formulaire du rapport	Sources de fonds de RSS dans un mécanisme commun
6.2.1	Tableau 18	Formulaire du rapport	Résultats des activités des OSC
6.2.1	Tableau 19	Formulaire du rapport	Activités planifiées et résultats escomptés pour 2010/2011
6.2.5	Tableau 20	Formulaire du rapport	Progrès de la mise en œuvre des projets des OSC
7.	Tableau 21	Formulaire du rapport	Liste destinée à vérifier que le formulaire de rapport annuel est complet

Liste de pièces justificatives jointes au rapport annuel de situation

1. Compléter la liste si nécessaire ;
2. Numéroté les documents par ordre séquentiel ;
3. Copier le numéro du document dans la section correspondante du rapport annuel de situation

Document n°	Titre	Section du rapport
	Calcul du soutien SSV-SVN accordé à [pays] pour 2011 (<i>annexe 1</i>)	1.1 ; 2.4 ; 3.7
1	Comptes rendus de toutes les réunions du CCI tenues en 2009	1.5
2	État financier relatif à l'utilisation des fonds SSV pendant l'année calendaire 2009	2.3
	Rapport de vérification externe des comptes des fonds du SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent (si disponible)	2.3
	État financier des dépenses des fonds au titre de l'allocation d'introduction des nouveaux vaccins pendant l'année calendaire 2009	3.2.3
	Rapport de la dernière évaluation de la gestion des vaccins (VMA)/de la gestion efficace des entrepôts de vaccins (EVSM)	3.4
	Compte rendu de la réunion du CCI ayant approuvé le changement de présentation vaccinale (s'il n'a pas été inclus dans les comptes rendus cités ci-dessus)	3.5
3	Nouveau PPAC pour les années 2009- 2013	3.6
	Compte rendu de la réunion du CCI ayant approuvé la demande du pays d'une prolongation du soutien aux nouveaux vaccins pour les années..... (s'il n'a pas été inclus dans les comptes rendus cités ci-dessus)	3.6
	Compte rendu des réunions du CCSS tenues en 2009, y compris celles au cours desquelles ce rapport a été examiné/avalisé	5.1.8
	Plus récent rapport d'examen du secteur de la santé	5.1.8
	État financier des dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009	5.8
	Rapport de vérification externe des comptes des fonds de RSS pendant l'année fiscale la plus récente (si disponible)	5.8
	Rapport de recensement des OSC	6.1.1
	État financier des dépenses des fonds du soutien aux OSC de type B pendant l'année calendaire 2009	6.2.4
	Rapport de vérification externe des comptes des fonds du soutien aux OSC de type B pendant l'exercice fiscal le plus récent (si disponible)	6.2.4

1. Gestion du programme général

1.1 Données de référence et objectifs annuels actualisés (remplir le tableau 1 à l'annexe 1 - Excel)

Les chiffres pour 2009 figurant au tableau 1 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **formulaire de rapport conjoint OMS/UNICEF pour 2009**. Les chiffres pour 2010-15 présentés dans le tableau 1 doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans de précédents rapports annuels de situation ou dans une nouvelle demande de soutien de GAVI ou encore dans le PPAC.

Dans l'espace ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport annuel de situation et ceux des documents de référence :

*Justifiez tout changement apporté au nombre de **naissances** : Les données de populations connaissent chaque année une actualisation, une validation et une vulgarisation pour le domaine sanitaire par le service de Statistiques et de Documentation du Ministère de la Santé (SSD/ DPP) Ce processus implique également l'Institut Nationale de la Statistique et de l'analyse économique (INSAE). Ainsi des variations ont été constatées au niveau des cibles vaccinales de 2009 où les populations cibles validées ont été disponibles vers la fin du mois de juin.*

*Justifiez tout changement apporté au nombre de **nourrissons survivants** : L'effectif des survivants varie aussi en fonction des enfants de moins d'un an. Cette variable n'est pas encore pris en compte par le service de la statistique du ministère de la santé qui n'utilise pas les données de survivant dans le SNIGS (Système National d'Information et de Gestion Sanitaire)*

*Justifiez tout changement apporté aux **objectifs par vaccin** : Les changements apportés sont ceux inscrits dans le PPaC 2009 - 2013 qui ont pris en compte les résultats contenu dans le rapport de la revue externe du PEV-Bénin en 2008.*

*Justifiez tout changement apporté au **taux de perte par vaccin** : Les objectifs de taux de perte par vaccin tiennent compte des résultats de la dernière revue externe du PEV de 2008*

1.2 Résultats de la vaccination en 2009

Veillez commenter les résultats du programme de vaccination par rapport aux objectifs (tels qu'ils figurent dans le rapport annuel de situation de l'an dernier), les principales activités réalisées ainsi que les obstacles rencontrés en 2009 et la manière dont ils ont été levés :

Les données ci-dessous représentent les résultats obtenus en fonction des objectifs de couverture pour l'année 2009. Les objectifs retenus pour l'année 2009 tiennent compte des résultats de la revue externe du programme qui a été effectuée à la fin de l'année 2008. Les résultats de couverture obtenus à fin décembre 2009 se présentent comme suit :

BCG : 110% (objectifs : 98%)
DTC1-Hep1-Hib1 : 106% (objectifs : 88%)
VPO3 : 98% (objectifs 90%)
DTC3-Hep3-Hib3 : 98% (objectifs : 88%)
VAR : 95% (objectifs : 78%)
VAA : 95% (objectifs : 78%)
VAT2+ : 68% (objectifs : 84%)

- 82% des communes du pays ont atteint une couverture d'au moins 90% pour le vaccin pentavalent (DTC3-Hep3-Hib3)
- 96% des communes ont atteint l'objectif de couverture de 80% au VAR
- 56 communes soit 73% de l'ensemble ont un taux d'abandon de moins de 10% entre la 1ère et la 3ème dose du DTC-Hep-Hib
- Le taux d'abandon entre le BCG et le VAR excède 20% dans 15 communes sur les 77

Les activités réalisées au cours de l'année se résument à :

- assurer l'approvisionnement des départements et des formations sanitaires en vaccins et consommables
- relancer des activités de communication
- renforcer les capacités des prestataires du niveau intermédiaire et opérationnel
- monitorer les données à travers l'organisation des réunions interdépartementales et nationales
- élaborer les micros plans ACD pour l'ensemble des communes
- rechercher de façon active les cas de PFA (Paralysie Flasque Aigue) et autres maladies à potentiel épidémique
- renforcer les capacités de la chaîne de froid et des moyens logistiques dans les départements

Si les objectifs n'ont pas été atteints, veuillez en donner les raisons :

Les obstacles pour l'atteinte des objectifs ont trait à :

- l'insuffisance dans la planification et la gestion des ressources
toutes les zones sanitaires disposent d'un budget programme annuel pour la planification des activités ; il en est de même de l'existence d'un plan de développement sanitaire dans les zones sanitaires. Mais l'insuffisance est la faible programmation des activités du PEV dans les micro plans des aires de santé d'arrondissement et une faible part accordée au financement des activités du PEV dans les différents plans du niveau opérationnel
- l'insuffisance de financement pour la mise en œuvre des micro plans "ACD" dans les communes

- la faible implication des responsables du niveau opérationnel (Médecins Chefs, responsables PEV) dans le monitoring des données du PEV
- le relâchement des agents du niveau opérationnel dans la réalisation des activités en stratégie avancée.
- la démotivation de certains agents impliqués dans les activités du PEV qui estiment plus contraignant les activités de vaccination

1.3 Évaluation des données

- 1.3.1 Veuillez expliquer tout écart entre les données sur la couverture vaccinale provenant de différentes sources (par exemple, si les données de l'enquête indiquent des niveaux de couverture différents de ceux qui ont été mesurés par le système de production des données administratives, ou si l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale diffère de l'estimation nationale officielle¹).

Afin de mieux répondre aux nouveaux enjeux de la vaccination que constituent l'introduction d'autres nouveaux vaccins, la vaccination du maximum d'enfants telle que stipulée dans le GIVS et l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, le Ministère de la Santé du Bénin a décidé de conduire une revue externe du PEV avec l'appui technique et financier des partenaires traditionnels (AMP, OMS, UNICEF, USAID...)

Les indicateurs de performance du PEV infantile obtenus sont les suivants :

- le taux de détention des carnets de vaccination des enfants est de 77% (41% à 91%)
- l'accès à la vaccination est de 97% (84% à 100%) ;
- la proportion d'enfants « zéro dose » est de 3% (0% à 16%)
- l'utilisation des services PEV est de 94% (80% à 98%) ; CV Penta 1 brute par carte ou histoire
- le taux d'abandon entre le Penta 1 et le VAR est de 25% (8% à 50%)
- la proportion de doses invalides de VAR est de 8% (0% à 18%)

Les forces sont le bon accès des enfants aux services de vaccination, la bonne technique vaccinale BCG et la bonne capacité à atteindre les enfants de moins d'un an.

Les principales faiblesses en matière de couverture vaccinale sont la faible couverture du PEV, la faible continuité du PEV, le faible respect du calendrier vaccinal, le faible taux de conservation des cartes de vaccination, le manque d'informations des parents sur la vaccination et la proportion élevée de cas de non vaccination, liés aux services de vaccination.

Ainsi la couverture du (DTC+Hep B+Hib) 3 par carte ou histoire a été de 82% contre une couverture en routine de 95%.

De même 70% pour le VAR selon (carte ou histoire) contre 86% en routine.

¹ Veuillez noter que les estimations OMS/UNICEF pour 2009 ne seront disponibles qu'en juillet 2010 et peuvent comporter des changements rétrospectifs dans les séries chronologiques.

1.3.2 A-t-on réalisé une évaluation des systèmes de production des données administratives depuis 2008 ?

[OUI DANS L’AFFIRMATIVE :

Veillez décrire cette/ces évaluation(s) et indiquer quand elles ont eu lieu.

Niveau opérationnel

Plusieurs zones sanitaires ont organisées des audits d’évaluation de la qualité des données dans leurs aires de santé

Les objectifs spécifiques retenus pour ces audits ont été de :

- Vérifier :
 - La complétude des rapports du PEV
 - l’exactitude du nombre de vaccinations rapportées ;
 - la qualité du système de suivi de la vaccination ;
- Faire des propositions d’actions correctrices pour améliorer la performance du PEV dans les zones sanitaires.

Les résultats de ces audits ont révélé des écarts de rapportage par niveau en terme de sous - rapportage ou de sur - rapportage.

Niveau national

- l’organisation de sessions de validation et d’harmonisation des données de vaccination (fin de l’année 2009) et de surveillance (début année 2009) par niveau de la pyramide sanitaire

1.3.3 Veillez décrire toute activité entreprise pour améliorer les systèmes de production des données administratives depuis 2008.

Les activités menées pour améliorer le système de production des données administratives :

- la confection, la mise en place de registres pour la vaccination en poste fixe et en avancée et des registres pour la surveillance des maladies. les prestataires ont été formés sur le remplissage de ces outils.
- l’organisation des réunions interdépartementales semestrielles de monitoring des données du PEV
- la mise à échelle de la stratégie “ACD”
- l’organisation dans plusieurs zones sanitaires par les Equipes d’Encadrement de Zone Sanitaires (EEZS) de séance de validation de données par l’Audit de la Qualité des Données du PEV (DQS)
- l’organisation par le programme de sorties de validation et d’harmonisation des données du PEV et de la surveillance dans les 12 départements.

1.3.4 Veillez décrire les plans mis en place, ou qui le seront, pour améliorer encore les systèmes de production des données administratives.

- un plan de financement pour la mise à échelle de la stratégie de “ l’Auto évaluation de la qualité des données du PEV”
- Un plan de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre effective des microplans “ACD” dans les communes
- l’évaluation de la mise à échelle de la stratégie “ACD”
- Les enquêtes de couverture vaccinale
- l’organisation régulière (3mois) des réunions de monitoring au niveau des départements

1.4 Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet du tableau 2 est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir le tableau en utilisant des \$US.

Tableau 2 : Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs), en \$US.

<i>Dépenses par catégorie</i>	Dépenses Année 2009 (dollars US)	Inscrites au budget Année 2010	Inscrites au budget Année 2011
Vaccins traditionnels ²	836 865	524 949	517 095
Nouveaux vaccins		8 097 214	14 588 634
Matériel d'injection avec des seringues autobloquantes			
Matériel d'injection avec des seringues autres que les seringues autobloquantes		359 758	415 504
Équipement de la chaîne du froid	291 621	524 746	201 941
Matériel roulant		591 086	758 739
Coûts de fonctionnement	356 800	818 324	875 641
Autres (veuillez préciser) : personnel ; maintenance ; transport		2 709 918	38 928
Vaccins sous-utilisés	121 916	565 189	532 129
Activités de vaccination supplémentaires	2 759 830	9 607 845	3 974 128
Appui au programme (OMS ; UNICEF)	257 540	1 181 509	3 188 641
Total PEV	4 624 572	23 799 029	25 091 379
Total dépenses gouvernementales de santé	42 048 274	50 094 049	58 618 386

Taux de change utilisé	466,385
-------------------------------	---------

Veuillez décrire les tendances des dépenses et du financement de la vaccination pour l'année faisant l'objet du rapport, par exemple les différences entre les prévisions de dépenses, de financement et de déficit et la situation réelle. Expliquez en détail les raisons des tendances rapportées et décrivez les perspectives de viabilité financière pour le programme de vaccination au cours des trois prochaines années ; indiquez si les déficits de financement sont gérables, s'ils constituent un obstacle ou s'ils sont très inquiétants. Dans les deux derniers cas, veuillez expliquer les stratégies mises en œuvre pour combler les déficits et indiquez les sources/causes des déficits.

A la fin de l'exercice on observe un faible taux de réalisation dans l'exécution financière du Budget national (9,6%). Ceci s'explique par le non décaissement des fonds du budget national pour le paiement des coûts opérationnels de la campagne fièvre jaune qui s'est déroulée du 23 novembre au 6 décembre 2009. Par ailleurs GAVI a non seulement assuré la fourniture des vaccins anti amariles mais a contribué largement aux couts opérationnels de la campagne.

² Vaccins traditionnels: BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1ère dose du vaccin antirougeoleux (ou vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-Hep et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

1.5 Comité de coordination interagences (CCI)

Combien de réunions le CCI a-t-il tenues en 2009 ? **03.**

Veuillez joindre les comptes rendus (**document n°2**) de toutes les réunions du CCI tenues en 2009, y compris celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été approuvé.

Citez les principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCI sur les points 1.1 à 1.4 :

Le CCIA était favorable à la révision des objectifs de Couverture quand on se réfère aux résultats de la revue de 2008. Des engagements ont été pris par les partenaires techniques et financiers pour la mobilisation et le financement du programme. Ils ont également recommandé la mise en place d'un réseau intranet et internet avec le niveau opérationnel pour un meilleur monitoring des données du PEV ; proposition est également faite pour organiser un enquête nationale de couverture vaccinale en 2010.

Des organisations de la société civile sont-elles membres du CCI ? **[Oui]**. Dans l'affirmative, lesquelles ?

Liste des OSC membres du CCI :

Fondation PEV du Bénin

Croix rouge Béninoise

Société Béninoise de Pédiatrie

Comité Polio Plus

1.6 Activités prioritaires en 2010-2011

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du PEV pour 2010-2011 ? Sont-elles liées au PPAC ?

Le programme a procédé à la relecture du PPaC pour la période de 2009 à 2013. De ce plan stratégique découle un plan opérationnel dont les objectifs sont en liens avec ceux du PPaC à savoir :

Objectif général.

Contribuer à L'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement par la réduction de la morbidité et de la mortalité infanto juvéniles attribuables aux maladies cibles du PEV.

- Objectifs spécifiques.

1. Objectifs spécifiques pour le PEV systématique

- Porter le pourcentage de zones sanitaires ayant un taux d'enfants complètement vaccinés $\geq 80\%$ de 68% à 80% au moins d'ici à 2013.
- Porter la couverture vaccinale des enfants de 0 à 11 mois, ceux de 15 à 23 mois et des femmes enceintes au niveau national d'ici à 2013 aux taux ci-après :

Penta3 : 92% au moins

ECV : 80% au moins

VAT2+ : 85%

2. Autres objectifs pour 2010- 2011

- Porter de 65% à 83% la proportion des centres de santé maîtrisant la gestion des vaccins et consommables
- Augmenter la capacité de stockage des vaccins dans les centres de santé de 76% à 93% d'ici 2011
- Porter de 44% à 58% la proportion de commune disposant d'un véhicule de supervision fonctionnel
- Porter de 52% à 76% la disponibilité en motos utilisées pour la vaccination en stratégie avancée dans les Centres de santé d'ici à 2011
- Atteindre une couverture en Penta3 (DTC+Hep B+Hib) 3 >80% dans 90% des communes (et pour tous les antigènes du PEV) d'ici à 2011
- Amener 84% des communes à notifier au moins deux cas de PFA pour 100 000 enfants de moins de 15 ans par an d'ici à 2011
- Amener au moins 77% des communes à notifier au moins un cas suspect de Fièvre jaune d'ici à 2011
- Réduire l'incidence du Tétanos Maternel et Néonatal (TMN) à moins de 1 cas pour 1000 naissances vivantes dans toutes les communes (<1 cas/1000 naissances vivantes) d'ici à 2011
- Amener 88% des communes à notifier au moins un cas suspect de rougeole d'ici à 2011
- Porter de 60% à 80% des zones sanitaires planifiant, budgétisant et exécutant les activités du PEV au niveau des aires de santé
- Rendre mensuel le monitoring des données du PEV dans 60% des centres de santé d'ici à 2011

Quelques activités prioritaires pour 2010- 2011 contenues dans le PPaC

- Elaborer les prévisions à long terme des besoins en vaccins et consommables (FORCAST).
- Assurer l'achat régulier des vaccins et consommables
- Mettre en place au niveau de chaque zone sanitaire un système de suivi (enregistrement des stocks, suivi des mouvements, transmission des informations, inventaire....) de la situation des stocks (vaccins, consommables) des formations sanitaires.
- Acquérir pour les FS les équipements de CDF manquants
- Acquérir des pièces de rechange pour la CDF
- Actualiser les micros plans ACD dans chaque commune
- Impliquer de façon plus active les média locaux et les leaders communautaires dans la diffusion des messages sur la vaccination (contrats avec 12 radios de proximité)
- Assurer le monitoring mensuel des activités à tous les niveaux afin d'améliorer les performances du programme
- organiser une enquête de couverture vaccinale pour la validation des données du PEV
- rendre périodique et systématique l'audit de la qualité des données du PEV dans les zones sanitaires
- Organiser les campagnes de vaccination supplémentaires et les ripostes contre la polio avec intégration de la vitamine A, d'un déparasitant et des antigènes du PEV

de routine

- Organiser les campagnes de vaccination supplémentaires contre la rougeole avec intégration de la vitamine A, d'un déparasitant et des antigènes du PEV de routine
- Notifier et investiguer tous les cas de PFA et autres maladies sous surveillance (rougeole, fièvre jaune, tétanos, etc....)
- Impliquer les Pédiatres dans la surveillance épidémiologique
- Assurer le prélèvement et le transport des échantillons biologiques au laboratoire.
- Organiser les réunions des différents comités (Comité de Certification et Comité des Experts)
- Plaider au niveau du Ministère et auprès des partenaires pour la poursuite du renouvellement des véhicules de supervision et des motos pour la vaccination en stratégie avancée.

2. Soutien aux services de vaccination (SSV)

2.1 Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2009

Fonds reçus en 2009 : \$US. 00
Solde (report) de 2008 : \$US 54 428
Solde à reporter sur 2010 : \$US. 32 359

Veillez rendre compte des principales activités réalisées pour renforcer la vaccination en utilisant les fonds du SSV en 2009.

Une partie des fonds a été utilisée pour la formation des prestataires sur la gestion du PEV soit environ 180 agents de santé formés. (coût de 10 292 723 francs CFA ; soit 22 069 USD pour un taux de change de 466, 385)

2.2 Gestion des fonds du SSV

Une évaluation de la gestion financière (FMA) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2009 ? **[SI OUI]** : veuillez compléter la **partie A** ci-dessous. : **NON**

APPLICABLE

[SI NON] : veuillez compléter la **partie B** ci-dessous.

Partie A : décrivez brièvement les progrès accomplis par rapport aux exigences et aux conditions convenues dans un éventuel Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays, ainsi que les conditions qui n'ont pas été remplies dans la gestion des fonds du SSV.

NON APPLICABLE

Partie B : décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisées pour vos fonds du SSV. Indiquez si les fonds du SSV ont été inclus dans les plans et le budget du secteur national de santé. Signalez tout problème rencontré lors de l'utilisation du SSV, comme par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme.

L'utilisation des fonds SSV répond aux exigences de gestion du code des marchés publics ; un rapport trimestriel et annuel d'auto évaluation est rédigé et transmis à la Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de la Santé ; un plan d'utilisation a été soumis au CCIA en 2008 pour le reste des fonds.

Les fonds du SSV ont été logés dans un compte bancaire au nom du Programme ; deux signataires apposent leurs signatures à la banque pour les opérations de paiement.

Veillez inclure des détails sur : le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental) ; les procédures d'approbation des budgets ; la manière dont les fonds sont acheminés aux niveaux sous-nationaux ; les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national ; et le rôle global du CCI dans ce processus.

2.3 Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2009

Secteur du soutien aux services de vaccination	Montant total en \$US	MONTANT DES FONDS			
		SECTEUR PUBLIC			SECTEUR PRIVÉ et Autres
		Central	Région/État/Province	District	
Achat de véhicule et de motos					
Former 30 prestataires par département sur la gestion du PEV	22 069			22 069	
Supervision des prestataires dans 6 départements					
Suivi et évaluation (monitorage de la qualité des données du PEV)					
Surveillance épidémiologique (recherche active des cas de PFA et autres MPE)					
Total :	22 069			22 069	
Solde des fonds pour l'année suivante :	32 359				

Comptable de la DNPEV- SSP

Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2009 (**document n°.....**). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2.) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de SSV, de RSS, de soutien OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent, il faudra le joindre aussi (**document n°.....**).

L'audit externe des fonds SSV reçus en 2007- 2008 n'est pas réalisé ; il le sera d'ici la fin du mois de mai et le rapport vous sera transmis avant l'étude du rapport en juin 2010.

2.4 Demande d'une récompense au titre du SSV

En juin 2009, le Conseil d'administration de GAVI a décidé d'améliorer le système de suivi des performances des programmes de vaccination et le calcul lié des récompenses subordonnées aux résultats. À compter de la période de rapport 2008, un pays peut prétendre à une récompense :

- a) si le nombre d'enfants ayant reçu les trois doses du vaccin DTC est plus élevé que l'année précédente (ou l'année ayant enregistré le meilleur résultat) ; et
- b) si la couverture administrative déclarée des trois doses du DTC (qui figure dans le rapport conjoint) correspond à l'estimation OMS/UNICEF de la couverture pour la même année.

Si vous pouvez prétendre à une récompense du SSV au titre des résultats du programme de vaccination de 2009 pour les trois doses du DTC, estimez le montant en \$US en remplissant le tableau 3 à l'annexe 1³.

³ Le CEI évaluera la section du rapport annuel de situation relative au SSV après que l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale aura été publiée.

3. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

3.1 Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2009

Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Remplissez le tableau 4.

Tableau 4 : Vaccins reçus pour les vaccinations de 2009 par rapport aux vaccins approuvés pour 2009

	[A]		[B]
Type de vaccin	Doses totales pour 2009 dans la lettre de décision	Date de la lettre de décision	Doses totales qui avaient été reçues fin 2009*
DTC-HEPB+Hib	1 279 400	23-05-2009	1 279 400
VAA	460 200	23-05-2009	460 200

* Veuillez aussi inclure toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

Si les chiffres [A] et [B] diffèrent,

Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (<i>Utilisation du vaccin plus faible que prévu ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stocks ? Problèmes avec la chaîne du froid ?...</i>)	<ul style="list-style-type: none"> • NA
Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)	<ul style="list-style-type: none"> • . NA

3.2 Introduction d'un nouveau vaccin en 2009

3.2.1 Si GAVI a approuvé votre demande d'introduction d'un nouveau vaccin en 2009, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et rendre compte de vos réalisations.

Vaccin introduit : NON APPLICABLE
Introduction progressive [OUI / NON] ::	Date d'introduction..... NON APPLICABLE
Introduction sur tout le territoire national [OUI / NON] :	Date d'introduction NON APPLICABLE
Le moment de l'introduction est-il celui qui avait été prévu dans la proposition ? Dans le cas contraire, pourquoi ?	<ul style="list-style-type: none"> • La notification de l'accord de GAVI pour l'introduction du vaccin contre le Pneumocoque est faite au mois d'avril 2009 ; l'introduction n'est pas encore programmée car le Bénin attend la décision du Conseil d'Administration de GAVI de juin 2010.

3.2.2 Utilisation de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (appelée aussi « somme forfaitaire »)

Fonds reçus au titre de l'allocation d'introduction d'un vaccin :

\$US

Date de réception : **NON APPLICABLE**

Veillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction de nouveaux vaccins, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

NON APPLICABLE

Veillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues :

NON APPLICABLE

Existe-t-il un solde de l'allocation d'introduction qui sera reporté ? [OUI] [NON]

Dans l'affirmative, combien ? \$US.... **NON APPLICABLE**

.....

Veillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds :

NON APPLICABLE

3.2.3 Détail des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2009

NON APPLICABLE

Veillez joindre un état financier détaillé des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2009 (**document n°.....**). (*Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2.*) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

3.3 Rapport sur le financement conjoint du pays en 2009 (le cas échéant)

Tableau 5 : Quatre questions sur le financement conjoint du pays en 2009

Q. 1 : Y a-t-il eu des différences entre le calendrier prévu des paiements et le calendrier réel pendant l'année faisant l'objet du rapport ?			
Calendrier des versements du financement conjoint	Calendrier prévu des versements en 2009	Date des versements réels en 2009	Dates des versements proposées pour 2010
	(mois/année)	(jour/mois)	ND
1 ^{er} vaccin alloué (préciser) Fièvre jaune	JUIN 2009	06 août 2009	ND
2 ^e vaccin alloué (préciser) DTC HepB + Hib. (2doses)	Non applicable	Non applicable	Non applicable
3 ^e vaccin alloué (préciser)			
Q. 2 : Montant réel de votre quote-part et des doses cofinancées ?			
Versements des quotes-parts	Montant total en \$US	Montant total en doses	

1 ^{er} vaccin alloué (préciser) : Vaccin anti amarile	520 613	565 883
2 ^e vaccin alloué (préciser) : DTC HepB + Hib	3 883 797	1 064 054
3 ^e vaccin alloué (préciser)		
Q. 3 : Sources de fonds pour le financement conjoint ?		
1. Gouvernement : OUI		
2. Donateur (préciser)		
3. Autre (préciser)		
Q. 4 : Quels facteurs ont ralenti, entravé ou accéléré la mobilisation des ressources pour le financement conjoint des vaccins ?		
1. l'existence d'une ligne sécurisée pour l'achat des vaccins au niveau du Budget du Ministère de la santé		
2. L'allègement des procédures administratives pour la mobilisation des fonds d'achat de vaccins		
3. L'élaboration du FORCAST au dernier trimestre de chaque année en collaboration avec l'UNICEF qui assure la commande des vaccins		
4.		

Si le pays est en défaut de cofinancement, veuillez décrire les mesures que le pays prévoit de prendre pour assumer ses engagements de cofinancement. Pour plus d'informations, voir la Politique de GAVI sur le défaut de cofinancement : http://www.gavialliance.org/resources/9__Co_Financing_Default_Policy.pdf.

NON APPLICABLE

3.4 Évaluation de la gestion des vaccins/de la gestion efficace des entrepôts de vaccins

Quant a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion des vaccins (EGV) / de la gestion efficace des entrepôts de vaccins (GEEV) [mois/année] **en 2008/ 2009 au cours de la revue externe du programme et au moment de la relecture du PPaC 2009 - 2013.**

Si elle a été réalisée en 2008/2009, veuillez joindre le rapport (**document n°**.....)

Un rapport sur l'EGV/GEEV doit être joint lorsque le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avec le soutien de GAVI avant 2008.

Un plan d'action a-t-il été préparé après l'EGV/GEEV ? [*OUI*]

Dans l'affirmative, veuillez résumer les principales activités entreprises pour donner suite aux recommandations de l'EGV/GEEV et indiquer à quel stade de la mise en œuvre elles se trouvent.

Le bilan des activités réalisées à travers le plan d'action 2009 du programme fait le point de l'exécution des activités réalisées dans ce cadre ; ainsi :

Recommandations pour la chaîne de froid et la logistique

- 100% des activités programmées dans le cadre du renforcement des capacités des agents du niveau opérationnel sont réalisées ;
- des équipements de bureaux (matériel informatiques) à tous les points focaux PEV
- la maintenance des équipements de chaîne de froid a été réalisée dans une proportion de 21% ;
- du matériel de conservation des vaccins est acquis pour 100% des fonds prévus (réfrigérateurs, congélateurs, accumulateurs, thermomètres, portes vaccins, caisses isothermes) ;
- 100% des sorties de supervision dans les départements pour la gestion informatisée des vaccins sont réalisées ;

- la construction de chambre froide positive et négative dans le département de l'Atacora au nord est réalisée à 84% ;
- la construction des chambres froides dans deux départements (Zou au centre et l'Atlantique au sud) est réalisée à 32% ;
- l'acquisition d'un groupe électrogène pour la chaîne de froid du département de l'Ouémé n'est pas réalisée.

Quand prévoit-on de mener la prochaine EGV/GEEV* ? [**Année 2011**]

* Pendant la phase 2 de GAVI, tous les pays seront tenus de réaliser une EGV/GEEV au cours de la deuxième année du soutien au titre des nouveaux vaccins.

3.5 Changement de présentation d'un vaccin

Si vous préférez recevoir en 2011 une présentation vaccinale qui diffère de celle qui vous est actuellement fournie (par exemple, nombre de doses par flacon ; forme (liquide ou lyophilisée) etc.), veuillez donner les caractéristiques du vaccin et joindre le compte rendu de la réunion du CCI qui a recommandé le changement de présentation vaccinale. Si le vaccin est fourni par l'UNICEF, la planification d'un changement de présentation devrait commencer après la réception de la lettre de décision pour l'année suivante, en tenant compte des activités nationales requises pour modifier la présentation ainsi que de la disponibilité des approvisionnements.

Veuillez préciser ci-dessous la nouvelle présentation du vaccin :

NON APPLICABLE

Veuillez joindre le compte rendu de la réunion du CCI (**document n°1.**) qui a approuvé le changement demandé.

3.6 Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2010 :

Si 2010 est la dernière année de soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin donné et si le pays souhaite continuer à bénéficier du soutien de GAVI, il devra demander une prolongation de l'accord de financement conjoint conclu avec GAVI. Ce soutien commencera en 2011 pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

Par la présente, le pays demande une prolongation du soutien de GAVI pour le vaccin **NON APPLICABLE**. [type (s) de vaccin] pour les années 2011-..... [Année de fin]. En même temps, il s'engage à cofinancer l'achat du vaccin **.DTC-HepB+Hib..** [type(s) de vaccin], conformément aux niveaux minimaux fixés par GAVI pour les quotes-parts qui figurent à l'annexe 1.

L'extension pluriannuelle du soutien au vaccin **.PNEUMOCOQUE** . [Type(s) de vaccin] correspond au nouveau PPAC pour les années **...2010.à 2013.....** [1^{ère} et dernière années] qui est joint à ce rapport annuel de situation (**document n°3.**)

Le CCI du pays a approuvé cette demande de prolongation du soutien au vaccin **.NON APPLICABLE.....** [Type(s) de vaccin] lors de la réunion dont le compte rendu est joint au présent rapport (**document n°.....**).

3.7 Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2011

Afin de demander un soutien pour les vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN) pour la vaccination en 2011, voici la marche à suivre :

1. Allez à l'annexe 1 (fichier Excel)
2. Sélectionnez la feuille correspondant aux vaccins pour lesquels vous demandez le soutien de GAVI en 2011 (p. ex. tableau 2 HepB & Hib ; tableau 4.2 Fièvre jaune, etc.)
3. Indiquez les caractéristiques des vaccins demandés dans le premier tableau en haut de la feuille (p. ex. tableau 4.1.1 Caractéristiques du vaccin Hep & Hib ; tableau 4.2.1 Caractéristiques du vaccin contre la fièvre jaune, etc.)
4. Vérifiez le soutien qui sera apporté par GAVI et la quote-part qui sera versée par le pays. Ces montants sont calculés automatiquement dans les deux tableaux (p. ex. tableaux 4.1.2 et 4.1.3 pour le vaccin Hep & Hib ; les tableaux 4.2.2 et 4.2.3 pour le vaccin contre la fièvre jaune, etc.).
5. Confirmez ci-dessous que votre demande pour le soutien aux vaccins en 2011 est conforme à l'annexe 1 :

[OUI, je confirme]

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi :

4. Soutien à la sécurité des injections (SSI)

Dans cette section, le pays devrait rendre compte du soutien de GAVI à la sécurité du matériel d'injection, d'une durée de trois ans, pour la vaccination systématique. Dans cette section, le pays ne doit pas rendre compte du matériel de sécurité des injections qui est reçu en lot avec les nouveaux vaccins financés par GAVI.

4.1 Réception du soutien à la sécurité des injections en 2009 (pour les pays concernés)

Recevez-vous un soutien à la sécurité des injections sous la forme d'un apport de fonds [OUI / NON] ou de matériel [OUI] ?

Si du matériel de SSI a été reçu, veuillez rendre compte de la réception du soutien fourni par GAVI Alliance à la sécurité des injections en 2009 (si nécessaire, vous pouvez ajouter des lignes supplémentaires).

Tableau 7 : Matériel de sécurité des injections reçu en 2009

Matériel de sécurité des injections	Quantité	Date de réception
SD 2 ML	4 596 900	29 Juillet 2009
SD 5 ML	394 000	29 Juillet 2009
SAB 0,5 ml	9 101 800	14 Novembre 2009
BS 5l	75000	14 Novembre 2009

Veuillez signaler tout problème rencontré :

La grande partie des seringues ont été reçues dans le cadre de la campagne fièvre jaune de 2009. Les difficultés enregistrées se résument :

- Au retard constaté dans l'envoi des consommables (seringues)
- Des variations constatées dans le stock reçu par rapport aux besoins exprimés (seringues de 10ml dans le stock alors que la demande n'était pas exprimée ; des seringues de 2 ml en excès au lieu des 5ml)

5.

5.1 Progrès du plan de transition pour des injections sûres et une gestion sans risque des déchets piquants ou coupants.

Même si vous n'avez pas reçu de soutien à la sécurité des injections en 2009, veuillez rendre compte des progrès du plan de transition pour des injections sûres et une gestion sans risque des déchets piquants ou coupants.

Si le soutien a pris fin, veuillez préciser quels types de seringues sont utilisés et les sources du financement :

Tableau 8 : Sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2009

Vaccin	Types de seringues utilisés dans le PEV en 2009	Sources de financement de 2009
BCG	SAB 0,05 ml	Gouvernement
Rougeole	SAB 0,5 ml	Gouvernement
Anatoxine tétanique	SAB 0,5 ml	Gouvernement
Vaccin contenant le DTC	SAB 0,5 ml	GAVI
Seringue de dilution	SD 2 ml	GAVI
Seringue de dilution	SD 5 ml	Gouvernement

Veuillez indiquer les modalités d'élimination des déchets piquants ou coupants :

La revue externe du PEV en 2008 a révélé les faiblesses ci après :

- Absence d'un plan d'élimination des déchets
- Non documentation de l'élimination des déchets
- Insuffisance d'incinérateurs de qualité
- Absence de plan de maintenance
- Insuffisance de suivi du fonctionnement et de l'utilisation des incinérateurs

Les recommandations suivantes ont été formulées :

- Réhabiliter tous les incinérateurs au niveau des Centres de santé,
- Poursuivre la construction/dotation des CS en incinérateurs
- Renforcer le suivi de l'utilisation des incinérateurs
- Organiser des formations/recyclages du personnel de santé en sécurité des injections et gestion des déchets.
- Élaborer et mettre en œuvre un plan opérationnel de gestion et d'élimination des déchets de vaccination
- Renforcer la supervision dans le domaine de la sécurité des injections et la gestion des déchets

Ainsi pour suppléer à la non disponibilité d'incinérateur de Montfort dans les centres de santé, un circuit de collecte est mise en place dans les zones sanitaires pour :

- La collecte des SAB issues de la vaccination, des déchets piquants ou tranchants dans les boîtes de sécurité
- Le stockage des boîtes dans des locaux sécurisés au niveau des formations sanitaires
- Le transport des boîtes de sécurité remplies par le véhicule de supervision ou la moto du centre vers les sites qui disposent d'un incinérateur type Montfort pour la destruction

Néanmoins il faut préciser que les moyens pour assurer le transport des boîtes de

sécurité pleines ne sont pas toujours disponibles dans toutes les communes.

De plus l'administration des soins curatifs dans les structures de santé produit une quantité importante de déchets pointus et piquants ; de ce fait les besoins en BS pour la collecte des seringues utilisées ne cessent de croître dans les formations sanitaires. Par ailleurs la mauvaise organisation de la collecte et du transport dans certaines zones sanitaires aggrave le fait ce qui entraîne l'accumulation des déchets piquants et tranchants dans certains centres de santé.

Il importe de mentionner que dans le cadre de la mise en œuvre du plan de campagne VAA de 2009 l'implication des agents d'hygiène dans les communes et leurs responsables à différents niveaux de la pyramide sanitaire ont permis une meilleure gestion des déchets (collecte, stockage, incinération, documentation de la gestion des déchets).

Le pays a-t-il une politique/un plan de sécurité des injections ? **[OUI]**

DANS L’AFFIRMATIVE : Avez-vous rencontré des problèmes pendant la mise en œuvre du plan de transition pour des injections sûres et la gestion des déchets piquants ou coupants ? (Veuillez répondre dans l'encadré ci-dessous)

DANS LA NÉGATIVE : Prévoyez-vous d'adopter un tel plan ? (Veuillez répondre dans l'encadré ci-dessous)

Le document de politique pour la sécurité des injections existe, mais il reste à élaborer des directives pour opérationnaliser cette politique au niveau opérationnel. Le PPaC 2009- 2013 a prévu des actions dans ce domaine de même que les plans opérationnels 2009 de la DNPEV. Des fiches techniques ont été élaborées contenant des directives sur la sécurité des injections et ont été disséminées dans les formations sanitaires. les différentes communes ou zones sanitaires élaborent un micro plan de gestion des déchets. Il existe au niveau de chaque commune au moins un agent d'hygiène chargé de la mise en œuvre de ces micropains en collaboration avec les agents de santé.

5.2 Déclaration sur l'utilisation du soutien de GAVI à la sécurité des injections en 2009 (s'il a été reçu sous la forme d'un apport de fonds) **NON APPLICABLE**

Les principaux secteurs d'activités suivants ont été financés (précisez le montant) pendant l'année dernière avec le soutien de GAVI à la sécurité des injections :

Fonds de GAVI reçus en 2009 (\$US) :

Montant dépensé en 2009 (\$US) :

Solde à reporter en 2010 (\$US):.....

NON APPLICABLE

Tableau 9 : Dépenses pour les activités de 2009

Activités de 2009 pour la sécurité des injections financées avec le soutien de GAVI	Dépenses en \$US
Total	

S'il existe un solde, indiquez ci-dessous les activités qui seront financées en 2010 :

NON APPLICABLE

Tableau 10 : Activités planifiées et budget pour 2010

Activités planifiées en 2010 pour la sécurité des injections financées avec le solde du soutien de GAVI en 2009	Budget en \$US
Total	

6. Soutien au renforcement des systèmes de santé (RSS)

NON APPLICABLE

Instructions relatives aux informations à fournir sur les fonds de RSS reçus

1. **Seuls les pays dont la demande de RSS a été approuvée et qui ont reçu des fonds avant ou pendant la dernière année calendaire doivent compléter** cette section. Les pays qui ont reçu des fonds de RSS au cours des trois derniers mois de l'année examinée peuvent utiliser cette section comme rapport initial afin de rendre compte des progrès accomplis et de permettre le versement en temps utile des fonds de RSS pour l'année suivante.
2. Tous les pays doivent en principe présenter un rapport sur le RSS de GAVI couvrant la période de janvier à décembre de l'année calendaire. Lorsque les pays ont reçu les fonds vers la fin de 2009, ou ont enregistré d'autres types de retards qui ont limité la mise en œuvre en 2009, ils sont encouragés à présenter un rapport transitoire sur les activités de RSS pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2010. Ce rapport supplémentaire doit être présenté au tableau 13.
3. Les rapports sur le RSS doivent être reçus au plus tard le 15 mai 2010.
4. Il est très important de compléter le formulaire de rapport de manière exhaustive et précise, et de s'assurer **qu'avant d'être présenté à GAVI Alliance, ce rapport aura été vérifié par les mécanismes nationaux de coordination compétents** (CCSS ou équivalent) quant à l'exactitude et la validité des faits, des chiffres et des sources utilisés. Un rapport inexact, incomplet ou non fondé peut inciter le Comité d'examen indépendant (CEI) à renvoyer le rapport au pays, ce qui pourrait occasionner des retards dans le versement d'autres fonds de RSS, ou à recommander de ne pas débloquer de nouveaux fonds de RSS, ou encore à verser seulement 50% de la prochaine tranche.
5. Si nécessaire, veuillez utiliser plus d'espace que celui qui est prévu dans le formulaire.
6. Veuillez joindre toutes les pièces justificatives (voir la liste des pièces justificatives à la page 8 du formulaire).

Informations sur la section du suivi du RSS en 2010

Ainsi qu'il a été noté par le Comité d'examen indépendant dans ses précédents travaux, par l'évaluation du RSS à moyen terme 2009 et par l'étude de suivi du RSS⁴, le suivi des investissements de RSS est l'un des maillons les plus faibles de cette modalité de soutien.

Tous les pays doivent noter que le CEI pourra difficilement approuver de nouvelles tranches de financement du RSS sans les informations suivantes :

- Section complétée et données fournies sur les indicateurs convenus, ainsi que le décrit le cadre approuvé de suivi et d'évaluation défini dans ses grandes lignes dans la proposition et la lettre d'approbation ;
- Démonstration (avec des preuves tangibles) de liens solides entre les activités, les produits, les résultats et les indicateurs d'impact ;
- Données prouvant l'approbation et la discussion au sein du mécanisme national de coordination ;
- Description succincte du soutien technique qui sera peut-être nécessaire pour étayer la mise en œuvre ou surveiller l'investissement de RSS de GAVI pendant l'année suivante ;
- Examens annuels du secteur de la santé ou rapports Swap, le cas échéant et si c'est applicable ;
- Le rapport de vérification du compte sur lequel les fonds de RSS de GAVI sont transférés ;
- Les états financiers des dépenses pendant l'année faisant l'objet du rapport (2009).

⁴ Tous ces documents sont disponibles à l'adresse <http://www.gavialliance.org/performance/evaluation/index.php>.

6.1 Informations relatives au présent rapport

- 6.1.1 L'exercice fiscal du Gouvernement (cycle) va du mois de janvier au mois de décembre
- 6.1.2 Le présent rapport sur le RSS de GAVI couvre l'année calendaire 2009 de janvier à décembre.
- 6.1.3 La durée du plan national de santé va de janvier 2010 (mois/année) à décembre 2012 (mois/année).
- 6.1.4 La durée de l'actuel PPAC de la vaccination s'étend de Janvier 2009.(mois/année) à décembre 2013 (mois/année)

Personne(s) responsable(s) de la préparation du rapport sur le RSS que le Secrétariat de GAVI ou le CEI peut contacter pour d'éventuels éclaircissements ? **NON**

APPLICABLE

6.1.5

[Il est important que le CEI comprenne les principales étapes et les acteurs clés ayant participé à l'élaboration du rapport. Par exemple : « Ce rapport a été préparé par la Direction de la planification du Ministère de la Santé. Il a ensuite été transmis aux bureaux nationaux de l'UNICEF et de l'OMS pour les vérifications nécessaires des sources et pour examen. Après avoir donné suite à leurs observations, le rapport a finalement été envoyé au Comité de coordination du secteur de la santé (ou au CCI, ou équivalent) pour examen final et approbation. Le rapport a été avalisé lors de la réunion du CCSS tenue le 10 mars 2009. Le compte rendu de ladite réunion figure en annexe XX de ce rapport. »]

Nom	Organisation	Rôle joué dans la présentation du rapport	Courriel et numéro de téléphone de la personne de contact
<i>Point focal du Gouvernement à contacter pour obtenir des éclaircissements :</i>			
<i>Point focal pour tout éclaircissement sur la comptabilité ou les questions financières :</i>			
<i>Autres partenaires et contacts ayant pris part à la rédaction de ce rapport :</i>			

- 6.1.6 Veuillez décrire brièvement les principales sources d'information utilisées dans le présent rapport sur le RSS et comment les informations ont été vérifiées (validées) au niveau national avant leur présentation à GAVI Alliance. Des questions de fond ont-elles été soulevées quant à l'exactitude ou la validité des informations (en particulier les données financières et les valeurs des indicateurs). Dans l'affirmative, comment ont-elles été traitées ou résolues ? **NON APPLICABLE**

[Cette question doit être traitée dans chaque section du rapport, car les différentes sections peuvent utiliser des sources différentes. Cette section-ci cependant devrait mentionner les PRINCIPALES sources d'information ainsi que les questions IMPORTANTES qui ont été soulevées en termes de validité, de fiabilité, etc. des informations présentées. Par exemple : « Les principales sources d'information utilisées ont été l'examen annuel du secteur de la santé entrepris le (date) ainsi que les données du bureau de planification du Ministère de la Santé. L'OMS a mis en doute certains des chiffres de la couverture des services utilisés dans la section XX, et ces chiffres ont été comparés et recoupés avec les propres données de l'OMS provenant de l'étude YY. Les parties pertinentes de ces documents utilisées pour le présent rapport ont été jointes comme annexes X, Y et Z. »]

NON APPLICABLE : la requête RSS du Bénin vient d'être acceptée

6.1.7 En préparant ce rapport, avez-vous rencontré des difficultés qui méritent d'être mentionnées au Secrétariat RSS de GAVI ou au CEI en vue de faciliter la rédaction du rapport à l'avenir ? Avez-vous des suggestions pour améliorer la section du RSS dans le rapport annuel de situation ? Est-il possible de mieux harmoniser le rapport sur le RSS avec les systèmes de transmission d'informations existant dans votre pays ?

5.1.8 Comité de coordination du secteur de la santé (CCSS) **NON APPLICABLE**

Combien de réunions le CCSS a-t-il tenues en 2009

Veillez joindre le compte rendu (**document n°....**) de toutes les réunions du CCSS en 2009, y compris le compte rendu de la réunion qui a examiné/approuvé le présent rapport.

Le rapport du plus récent examen du secteur de la santé est également joint (**document n°**)

NON APPLICABLE

6.2 Réception et dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009
NON APPLICABLE

Veillez compléter le tableau 11 ci-dessous pour chaque année du programme pluriannuel de RSS approuvé.

Tableau 11 : Réception et dépenses des fonds de RSS

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)									
Budget annuel révisé (si révisé au cours de l'examen de rapport annuels précédents)									
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire									
Dépenses totales pendant l'année calendaire									
Solde reporté sur la prochaine année calendaire									
Montant de financement demandé pour les années calendaires suivantes									

Veillez noter que les chiffres pour les fonds reportés de 2008, le revenu reçu en 2009, les dépenses en 2009 et le solde à reporter sur 2010 doivent correspondre à l'état financier du RSS qui sera joint au présent rapport.

Veillez fournir toute observation sur les questions financières ou de programmation qui se sont posées en raison du décaissement tardif des fonds de RSS de GAVI (*Par exemple, le pays a-t-il dû*

reporter des volets majeurs de son programme de santé à cause du retard des versements ou a-t-il été obligé d'utiliser d'autres lignes budgétaires en attendant les fonds de GAVI ?) :

NON APPLICABLE

6.3 Rapport sur les activités de RSS pendant l'année 2009 faisant l'objet du rapport **NON APPLICABLE**

Note sur le tableau 12 ci-dessous : Les informations données dans cette section doivent correspondre aux activités initialement incluses dans la demande de soutien au RSS. Il est très important de décrire avec précision l'étendue des progrès. Veuillez donc allouer pour chaque ligne d'activité un pourcentage de réalisation entre 0% et 100%. Utilisez la colonne à droite du tableau pour expliquer les progrès accomplis ainsi que pour signaler aux réviseurs tous les changements qui ont eu lieu ou qui sont proposés par rapport aux activités prévues à l'origine. Il est essentiel que le pays donne des informations détaillées en se basant sur le cadre de suivi et d'évaluation qui figure dans la demande initiale et la lettre d'approbation.

Veuillez mentionner, lorsque c'est pertinent, les **SOURCES** d'information utilisées pour le rapport sur chaque activité.

Tableau 12 : Activités de RSS pendant l'année 2009 faisant l'objet du rapport **NON APPLICABLE**

Activités principales	Activité prévue pour 2009	Explication des différences dans les activités et les dépenses par rapport à la proposition initiale ou à des changements précédemment approuvés, et détail des réalisations
Objectif 1 :		
Activité 1.1 :		
Activité 1.2 :		
Objectif 2 :		
Activité 2.1 :		
Activité 2.2 :		
Objectif 3 :		
Activité 3.1 :		
Activité 3.2 :		

6.4 Fonctions d'appui **NON APPLICABLE**

Cette section sur les **fonctions d'appui** (gestion, suivi et évaluation, et assistance technique) est également très importante pour GAVI Alliance. La gestion des fonds de RSS est-elle efficace, et a-t-on pris des mesures pour les éventuelles questions qui se posent ? Que fait-on pour améliorer le suivi et l'évaluation des fonds de RSS, et dans quelle mesure les activités de suivi et d'évaluation sont-elles intégrées dans les systèmes nationaux (par exemple, les examens annuels du secteur) ? Y a-t-il des points à soulever sur les besoins ou les lacunes en ce qui concerne l'assistance technique, de façon à relever l'efficacité du financement du RSS ?

6.4.1 Gestion **NON APPLICABLE**

Décrivez comment la gestion des fonds de RSS de GAVI a été soutenue pendant la période faisant l'objet du rapport et signalez tout changement dans les processus de gestion pour l'année suivante.

6.4.2 Suivi et évaluation **NON APPLICABLE**

Décrivez les apports nécessaires pour soutenir les activités de suivi et d'évaluation pendant la période faisant l'objet du rapport et aussi tout soutien qui sera peut-être requis l'année prochaine pour renforcer les capacités nationales à surveiller les investissements de RSS de GAVI.

NON APPLICABLE

6.4.3 Assistance technique **NON APPLICABLE**

Décrivez les besoins en assistance technique qui pourront être nécessaires pour soutenir la mise en œuvre des programmes ou des activités de suivi et d'évaluation. Ces informations devraient faire ressortir l'utilisation des partenaires ainsi que des options viables faisant appel aux instituts nationaux :

Note sur le tableau 13 : Ce tableau doit donner des informations actualisées sur le travail en cours pendant l'année calendaire au cours de laquelle le rapport a été présenté (c'est-à-dire 2010).

La colonne sur les dépenses prévues pour l'année à venir doit correspondre aux estimations fournies dans le rapport annuel de situation de l'année précédente (tableau 4.6 du rapport de l'an dernier) ou, s'il s'agit du premier rapport sur le RSS, elle doit être conforme à la demande initiale de soutien au RSS. Toute différence significative (15% ou plus) entre les « dépenses prévues » précédentes et présentes devra être expliquée dans la dernière colonne à droite du tableau, en documentant quand les changements ont été approuvés par le CCSS. Tout écart entre les activités/objectifs figurant dans la demande initialement approuvée et le plan actuel d'activités prévues sera également justifié ici.

Tableau 13 : Activités de RSS prévues pour 2010 NON APPLICABLE

Activités principales	Activités prévues pour 2010	Budget original pour 2010 (approuvé dans la proposition de RSS ou tel qu'ajusté lors de l'examen de précédents rapports annuels)	Budget révisé pour 2010 (proposé)	Dépenses réelles en 2010 au 30 avril 2010	Explication des différences dans les activités et les budgets par rapport à la proposition initialement approuvée ou aux ajustements approuvés précédemment
Objectif 1 :					
Activité 1.1 :					
Activité 1.2 :					
Objectif 2 :					
Activité 2.1 :					
Activité 2.2 :					
Objectif 3 :					
Activité 3.1 :					
Activité 3.2 :					
COÛTS TOTAUX					

Tableau 14 : Activités de RSS prévues pour l'année suivante (c'est-à-dire pour l'exercice fiscal 2011). *Ces informations aideront GAVI à planifier ses engagements financiers*

Activités principales	Activités prévues pour 2011	Budget original pour 2011 (approuvé dans la proposition de RSS ou tel qu'ajusté lors de l'examen de précédents rapports annuels)	Budget révisé pour 2011 (proposé)	Explication des différences dans les activités et les budgets par rapport à la demande approuvée initialement ou aux ajustements approuvés précédemment
Objectif 1 :				
Activité 1.1 :				
Activité 1.2 :				
Objectif 2 :				
Activité 2.1 :				
Activité 2.2 :				
Objectif 3 :				
Activité 3.1 :				
Activité 3.2 :				
COÛTS TOTAUX				

6.5 Mise en œuvre du programme pendant l'année 2009 faisant l'objet du rapport

NON APPLICABLE

- 6.5.1 Veuillez décrire les principales réalisations (tout spécialement les répercussions sur les programmes des services de santé, et notamment sur le programme de vaccination), les problèmes rencontrés et les solutions trouvées ou proposées, et toute autre information importante que le pays souhaite communiquer à GAVI. Il convient également de signaler ici toute modification de la programmation. Cette section s'inspirera de la proposition originale qui a été approuvée ; elle expliquera toute différence significative et éclaircira aussi les liens entre les activités, les produits, les résultats et les indicateurs d'impact.

*Cette section doit servir de résumé analytique des réalisations, des problèmes et des questions concernant l'utilisation des fonds de RSS. C'est la section dans laquelle les personnes établissant le rapport attirent l'attention des réviseurs sur les **points clés**, ce qu'ils signifient et, si nécessaire, sur ce qui peut être fait pour améliorer les performances futures des fonds de RSS.*

NON APPLICABLE

- 6.5.2 Des organisations de la société civile participent-elles à la mise en œuvre de la proposition de RSS ? Dans l'affirmative, veuillez décrire leur participation. Les pays pilotes qui ont reçu un financement au titre des OSC trouveront après la section sur le RSS un questionnaire séparé portant exclusivement sur le soutien aux OSC.

NON APPLICABLE

6.6 Gestion des fonds de RSS **NON APPLICABLE**

Une évaluation de la gestion financière (FMA) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2009 ?

[**SI OUI**] : veuillez compléter la **partie A** ci-dessous.

[**SI NON**] : veuillez compléter la **partie B** ci-dessous.

Partie A : décrivez les progrès accomplis par rapport aux exigences et aux conditions convenues dans un éventuel Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays, ainsi que les conditions qui n'ont pas été remplies dans la gestion des fonds de RSS.

NON APPLICABLE

Partie B : décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisés pour vos fonds de RSS. Indiquez si les fonds de RSS ont été inclus dans les plans et le budget du secteur national de la santé. Signalez également tout problème rencontré lors de l'utilisation des

fonds de RSS, par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme.

Veillez inclure des détails sur : le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental) ; les procédures d'approbation des budgets ; la manière dont les fonds sont acheminés aux niveaux sous-nationaux ; les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national ; et le rôle global du CCI dans ce processus.

NON APPLICABLE

6.7 Détail des dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009

NON APPLICABLE

Veillez joindre un état financier détaillé sur l'utilisation des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009 (**document n°.....**). (*Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2.*) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

Si des dépenses pour la période comprise entre janvier et avril 2010 sont indiquées au tableau 16, un relevé financier détaillé et séparé de l'utilisation de ces fonds de RSS doit aussi être joint (**document n°.....**).

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de RSS, de SSV et de soutien OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de RSS pendant l'exercice fiscal le plus récent, il conviendra de le joindre aussi (**document n°.....**).

6.8 Vue d'ensemble des objectifs atteints **NON APPLICABLE**

Les indicateurs et les objectifs présentés ici doivent être exactement les mêmes que ceux qui figuraient dans la demande originale approuvée et la lettre de décision. Il devrait y avoir des liens clairs pour donner une vue d'ensemble des indicateurs utilisés pour mesurer les produits, les résultats et l'impact :

Nom de l'objectif ou de l'indicateur <i>(Insérez autant de files que nécessaire)</i>	Numérateur	Dénominateur	Source des données	Valeur de référence et date	Source de la valeur de référence	Objectif 2009
Objectif 1 :						
1.1						
1.2						
Objectif 2 :						
2.1						
2.2						

Dans l'espace ci-dessous, veuillez justifier et expliquer pourquoi certains indicateurs sont différents dans le présent rapport annuel que dans la demande originale approuvée :

Justifiez tout changement dans la **définition des indicateurs** :

Justifiez tout changement dans le **dénominateur** :

Justifiez tout changement dans la **source des données** :

Tableau 16 : Tendance des valeurs atteintes

Nom de l'indicateur (insérez les indicateurs tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessus, chaque indicateur étant placé sur une ligne séparée)	2007	2008	2009	Raisons pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints
1.1				
1.2				
2.1				
2.2				

Expliquez toute faiblesse dans les liens entre les indicateurs pour les apports, les produits et les résultats :

NON APPLICABLE

6.9 Autres sources de financement dans des mécanismes communs pour le RSS **NON APPLICABLE**

Si d'autres donateurs contribuent à la réalisation des objectifs dégagés dans la proposition de RSS de GAVI, veuillez indiquer le montant et les liens avec les apports mentionnés dans le rapport :

Tableau 17 : Sources de fonds de RSS dans un mécanisme commun

Donateur	Montant en \$US	Durée du soutien	Objectif de la proposition de RSS de GAVI auquel ce soutien contribue

7. Participation élargie des organisations de la société civile (OSC)

7.1 TYPE A : Soutien au renforcement de la coordination et de la représentation des OSC **NON APPLICABLE**

Cette section doit être complétée par les pays ayant reçu de GAVI un soutien OSC de type A⁵.

Veuillez écrire directement dans l'encadré, que vous pouvez élargir si besoin est.

Donnez la liste des abréviations et acronymes utilisés dans le rapport ci-dessous :

NON APPLICABLE : Aucune requête des osc n'a été présentée à GAVI

7.1.1 Recensement

Veuillez décrire les progrès réalisés dans le recensement entrepris en vue d'identifier les intervenants clés de la société civile impliqués dans le renforcement des systèmes de santé ou la vaccination. Décrivez les opérations de recensement, les résultats escomptés et le calendrier (signalez s'il a été modifié). Veuillez joindre le rapport du recensement au rapport annuel de situation, si le recensement est achevé (**document n°.....**).

NON APPLICABLE

Veuillez décrire tous les obstacles ou difficultés rencontrés dans la méthodologie proposée pour identifier les OSC les plus appropriées qui participent ou contribuent à la vaccination, à la santé des enfants et/ou au renforcement des systèmes de santé. Indiquez comment ces problèmes ont été résolus et signalez toute les informations relatives à cette entreprise et dont vous pensez qu'il serait utile de les porter à la connaissance du Secrétariat de GAVI Alliance ou du Comité d'examen indépendant.

⁵ Le soutien de GAVI Alliance aux OSC de type A est disponible pour tous les pays éligibles.

NON APPLICABLE

7.1.2 Processus de nomination

Veillez décrire les progrès accomplis dans les processus de nomination des représentants des OSC au sein du CCSS (ou équivalent) et du CCI, ainsi que les critères de sélection qui ont été définis. Veillez indiquer le nombre initial d'OSC représentées au CCSS (ou équivalent) et au CCI, le nombre actuel et l'objectif final. Veillez indiquer à quelle fréquence les représentants des OSC participent aux réunions (% des réunions auxquelles ils ont assisté).

NON APPLICABLE

Veillez fournir le mandat des OSC (s'il a été défini) ou décrivez le rôle qu'on s'attend à les voir jouer. Précisez s'il existe des directives/des politiques qui régissent ces points. Décrivez le processus d'élection et la manière dont la communauté des OSC sera/a été impliquée dans le processus, ainsi que les éventuels problèmes rencontrés.

NON APPLICABLE

La participation des OSC aux mécanismes nationaux de coordination (CCSS ou équivalent et CCI) a-t-elle modifié la manière dont les OSC travaillent avec le Ministère de la Santé ? Y a-t-il désormais une équipe spécifique qui est responsable de la liaison avec les OSC au sein du Ministère de la Santé ? Veuillez également signaler si la manière dont les OSC collaborent entre elles a changé.

NON APPLICABLE

NON APPLICABLE

7.1.3 Réception et dépenses des fonds du soutien OSC de type A

Veillez vous assurer que les chiffres donnés ci-dessous correspondent aux rapports financiers et/ou aux rapports de vérification des comptes présentés pour les fonds OSC de type A pour l'année 2009.

Fonds reçus en 2009 : \$US.....

Solde (report) de 2008 : \$US.....

Solde à reporter sur 2010 : \$US.....

7.2 TYPE B : Soutien aux OSC afin de les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC **NON APPLICABLE**

Cette section doit être complétée par les pays qui ont reçu de GAVI un soutien OSC de type B⁶

Veuillez écrire directement dans l'encadré, que vous pouvez élargir si besoin est.

Donnez la liste des abréviations et acronymes utilisés dans le rapport ci-dessous :

NON APPLICABLE

7.2.1 Mise en œuvre du programme

Décrivez de manière succincte les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités prévues. Précisez comment elles ont soutenu l'application de la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC (en vous référant à votre proposition). Citez les principaux succès obtenus pendant cette période du soutien de GAVI Alliance aux OSC.

NON APPLICABLE

Veuillez faire état de tout éventuel problème majeur (y compris des retards dans la mise en œuvre des activités) et indiquez comment ils ont été résolus. Identifiez aussi la principale organisation chargée de gérer l'utilisation des fonds (et indiquez si cela a changé par rapport à la proposition) et décrivez le rôle du CCSS (ou équivalent).

NON APPLICABLE

⁶ Le soutien de GAVI Alliance aux OSC de type B est disponible uniquement pour les dix pays éligibles pilotes : Afghanistan, Burundi, Bolivie, Éthiopie, Géorgie, Ghana, Indonésie, Mozambique, Pakistan et république démocratique du Congo.

NON APPLICABLE

Veillez indiquer si le soutien OSC de GAVI Alliance de type B a abouti à des changements dans la manière dont les OSC travaillent avec le Ministère de la Santé et/ou dans la manière dont elles collaborent entre elles.

NON APPLICABLE

Veillez préciser si le soutien a conduit à une participation élargie des OSC à la vaccination et au renforcement des systèmes de santé (prière de donner le nombre d'OSC actuellement actives dans ce secteur et leur nombre initial).

NON APPLICABLE

Veillez décrire toute conséquence que le décaissement tardif des fonds aura pu avoir sur la mise en œuvre et la nécessité d'avoir recours à un autre type de soutien.

NON APPLICABLE

Veillez donner les noms des OSC qui ont été financées jusqu'à présent avec le soutien OSC de type B de GAVI Alliance et le type d'organisation. Indiquez si elles participaient précédemment à des activités liées à la vaccination et/ou au renforcement des systèmes de santé et quels sont leurs liens avec le Ministère de la Santé.

Veillez indiquer pour chaque OSC les principales activités qui ont été entreprises et les résultats obtenus. Veillez vous référer aux résultats escomptés dont la liste figure dans la proposition.

Tableau 18 : Résultats des activités des OSC

Nom de l'OSC (et type d'organisation)	Participation antérieure à la vaccination / au RSS	Activités entreprises en 2009 avec le soutien de GAVI	Résultats obtenus

Veillez dresser la liste des OSC qui n'ont pas encore été financées, mais qui recevront un soutien en 2010/2011, avec les activités prévues et les résultats correspondants. Indiquez en quelle année vous prévoyez le début du soutien. Précisez si ces OSC sont actuellement engagées dans des activités liées à la vaccination et/ou au renforcement des systèmes de santé. **NON APPLICABLE**

Veillez aussi indiquer les nouvelles activités qui doivent être entreprises par les OSC qui bénéficient déjà d'un financement.

Tableau 19 : Activités planifiées et résultats escomptés pour 2010/2011

NON APPLICABLE

Nom de l'OSC (et type d'organisation)	Participation actuelle à la vaccination / au RSS	Activités soutenues par GAVI qui devraient être menées en 2010 / 2011	Résultats escomptés

7.2.2 Réception et dépenses des fonds du soutien OSC de type B

NON APPLICABLE

Veillez vous assurer que les chiffres donnés ci-dessous correspondent aux rapports financiers et/ou aux rapports de vérification présentés pour les fonds OSC de type B pour l'année 2009.

Fonds reçus en 2009 : \$US
Solde (report) de 2008 : \$US
Solde à reporter sur 2010 : \$US

7.2.3 Gestion des fonds du soutien OSC de GAVI de type B

Une évaluation de la gestion financière (FMA) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2009 ? [**SI OUI**] : veuillez compléter la **partie A** ci-dessous.
[**SI NON**] : veuillez compléter la **partie B** ci-dessous.

Partie A : décrivez les progrès par rapport aux exigences et conditions pour la gestion des fonds OSC de type B qui ont été convenues dans un éventuel Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays, ainsi que les conditions qui n'ont pas été réunies dans la gestion des fonds OSC de type B.

NON APPLICABLE

Partie B : décrivez brièvement les dispositions et processus de gestion financière utilisés pour les fonds OSC de type B que votre pays a reçus. Indiquez si les fonds OSC de type B ont été inclus dans les plans et budgets nationaux du secteur de la santé. Signalez aussi tout problème qui a été rencontré en rapport avec l'utilisation de ces fonds, comme les retards dans la mise à disposition des fonds pour l'utilisation par le programme.

Veillez inclure des détails sur : le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental) ; les procédures d'approbation des budgets ; la manière dont les fonds sont acheminés aux niveaux sous-nationaux ; les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national ; et le rôle global du CCSS dans ce processus.

NON APPLICABLE

7.2.4 Détails des dépenses des fonds OSC de type B pendant l'année calendaire 2009

Veillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds OSC de type B pendant l'année calendaire 2009 (**document n°.....**). (*Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'annexe 2.*) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes OSC de type B, de SSV et de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe est disponible pour votre programme OSC de type B pendant l'exercice fiscal le plus récent, il conviendra de le joindre aussi (**document n°.....**).

7.2.5 Suivi et évaluation **NON APPLICABLE**

Veillez décrire en détail les indicateurs qui sont utilisés pour le suivi des résultats. Précisez quels sont les progrès de l'année précédente (valeur de référence et état actuel) ; et les objectifs (assortis de la date à laquelle ils doivent être atteints).

Ces indicateurs figureront dans la requête des OSC et reflèteront ce qui figure dans le PPAC et/ou la proposition de RSS de GAVI.

Tableau 20 : Progrès de la mise en œuvre des projets des OSC

Activité / résultat	Indicateur	Source des données	Valeur de référence et date	Situation actuelle	Date d'enregistrement	Objectif	Date de réalisation de l'objectif

Enfin, veuillez décrire en détail les mécanismes qui sont utilisés pour le suivi de ces indicateurs, notamment le rôle des bénéficiaires dans le suivi des progrès des activités, et à quelle fréquence cela se produit. Veuillez signaler les problèmes éventuellement rencontrés pour mesurer les indicateurs et tout changement proposé.

NON APPLICABLE

8. Liste de contrôle

Tableau 21 : Liste destinée à vérifier que le formulaire de rapport annuel est complet

Remplissez les cellules en blanc selon les modalités de soutien faisant l'objet du rapport annuel de situation. Dans chaque case en blanc, inscrivez O=document présenté ou N=document non présenté.

CONDITIONS OBLIGATOIRES (si l'une de ces conditions n'est pas remplie, le rapport NE SERA PAS EXAMINÉ PAR LE CEI)		SSV	SVN	RSS	OSC
1	Signature du rapport annuel de situation par le Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé)	x	x		
2	Signature du rapport annuel de situation par le Ministre des Finances (ou son représentant autorisé)	x	x		
3	Signatures des membres du CCI/CCSS dans le formulaire du rapport annuel de situation	x	x		
4	Compte rendu de la réunion du CCI/CCSS ayant avalisé le rapport annuel de situation joint au rapport	x	x		
5	Fichier Excel complété pour chaque demande de vaccin joint au rapport				
6	États financiers joints sur le soutien de GAVI en apport de fonds	x			
7	Cohérence des cibles pour chaque vaccin (tableaux et Excel)				
8	Justification des nouvelles cibles si elles sont différentes des cibles approuvées précédemment (section 1.1)				
9	Niveau correct de financement conjoint par dose de vaccin				
10	Rapport sur les objectifs atteints (tableaux 15,16, 20)				
11	PPAC joint en cas de nouvelle demande de soutien				
AUTRES CONDITIONS		ISS	NVS		CSO
12	Solde prévu du stock le 1 ^{er} janvier 2010 à l'annexe 1				
13	Cohérence entre les cibles, les chiffres de la couverture et les données des enquêtes				
14	Plus récents rapports de vérification externe (exercice fiscal 2009)				
15	Informations sur la procédure de gestion des apports de fonds				
16	Rapport de l'examen du secteur de la santé				
17	Fourniture des nouvelles coordonnées bancaires				
18	Évaluation de la gestion des vaccins (EGV) jointe si le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avant 2008 avec le soutien de GAVI				
19	Rapport du recensement des OCS (type A) joint				

9. Observations

Observations des Présidents du CCI/CCSS :

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque que vous aimeriez faire sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.

~ Fin ~

ANNEXE 2 DU RAPPORT ANNUEL DE SITUATION DE GAVI
INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES
ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION
(SSV) ET À L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN

- I. Tous les pays ayant reçu un SSV / une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2009 ou qui disposaient en 2009 d'un report de fonds SSV ou d'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport annuel de situation.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2009, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un relevé simple des recettes et des dépenses est présenté à la page 2 de la présente annexe.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2008 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2009)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2009
 - c. Autres recettes reçues en 2009 (intérêt, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2009
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2009, sur la base du **système de classification économique de votre gouvernement**. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre gouvernement, et les postes de dépenses applicables, par exemple : salaires et traitements. Si possible, veuillez rendre compte du budget pour chaque poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque poste au 31 décembre 2009 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2009. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds de SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ETATS FINANCIERS DU SSV ET DE L'ALLOCATION
D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN :
Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – SSV de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en SUS⁷
Solde reporté de 2008 (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (solde à reporter sur 2010)	60,139,325	125,523

Analyse détaillée des dépenses par classification économique⁸ – SSV de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en SUS	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en SUS	Variance en CFA	Variance en SUS
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27,134	12 650 000	26,403	350,000	731
Carburant	3 000 000	6,262	4 000 000	8,349	-1,000 000	-2 087
Entretiens et frais généraux	2 500 000	5,218	1 000 000	2,087	1,500 000	3 131
Autres dépenses						
Véhicules	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5,707 868	11 913

⁷ Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

⁸ Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes à son propre système de classification économique.

ANNEXE 3 DU RAPPORT ANNUEL DE SITUATION DE GAVI INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

I. Tous les pays ayant reçu des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2009 ou qui disposaient en 2009 d'un report de fonds de RSS précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport annuel de situation.

II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.

III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2009, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un relevé simple des recettes et des dépenses est présenté à la page 2 de la présente annexe.

- a. Report de fonds de l'année calendaire 2008 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2009)
- b. Recettes reçues de GAVI en 2009
- c. Autres recettes reçues en 2009 (intérêt, honoraires, etc.)
- d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
- e. Solde de clôture au 31 décembre 2009
- f. Analyse détaillée des dépenses en 2009, sur la base du **« système de classification économique de votre gouvernement »**. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales pour chaque objectif et activité de RSS, conformément à la proposition de RSS de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses utilisés doivent être fondés sur le propre système de classification économique de votre Gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2009 (appelé « variance »).

IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.

V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2009. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU RSS :
Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – RSS de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US ⁹
Solde reporté de 2008 (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120,000
Revenu des intérêts	7 665 760	16,000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63,852
Solde au 31 décembre 2009 (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ¹⁰ – RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
OBJETIF 1 DE LA PROPOSITION DE RSS : ÉLARGIR L'ACCÈS AUX DISTRICTS PRIORITAIRES						
ACTIVITÉ 1.1 : FORMATION DES AGENTS DE SANTÉ						
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.1	24 000 000	50 093	18 800 000	39 239	5 200 000	10 854
ACTIVITÉ 1.2 : RÉFECTION DES CENTRES DE SANTÉ						

⁹ Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

¹⁰ Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de RSS et à son système de classification économique.

Dépenses non salariales						
Entretien et frais généraux	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131
Autres dépenses						
Équipement	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.2	18 000 000	37 570	11 792 132	24 613	6 207 868	12 957
TOTAUX POUR L'OBJECTIF 1	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

ANNEXE 4 DU RAPPORT ANNUEL DE SITUATION DE GAVI INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) DE TYPE B

I. Tous les pays ayant reçu des fonds OSC de type B pendant l'année calendaire 2009 ou qui disposaient en 2009 d'un report de fonds OSC de type B précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport annuel de situation.

II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.

III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2009, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un relevé simple des recettes et des dépenses est présenté à la page 2 de la présente annexe.

- a. Report de fonds de l'année calendaire 2008 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2009)
- b. Recettes reçues de GAVI en 2009
- c. Autres recettes reçues en 2009 (intérêt, honoraires, etc.)
- d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
- e. Solde de clôture au 31 décembre 2009
- f. Analyse détaillée des dépenses en 2009, sur la base du **« système de classification économique de votre gouvernement »**. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales de chaque partenaire de la société civile, conformément à la proposition de soutien OSC de type B de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses devraient être fondés sur le propre système de classification économique de votre Gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2009 (appelé « variance »).

IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.

V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN OSC DE TYPE B :
Exemple de relevé des recettes et des dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – OSC de type B de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en SUS ¹¹
Solde reporté de 2008 (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120,000
Revenu des intérêts	7 665 760	16,000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ¹² – OSC de type B de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en SUS	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en SUS	Variance en CFA	Variance en SUS
OSC 1 : CARITAS						
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
TOTAL POUR L'OSC 1 : CARITAS	24 000 000	50 093	18 800 000	39 239	5 200 000	10 854
OSC 2 : SAVE THE CHILDREN						
Dépenses salariales						

¹¹ Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

¹² Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de soutien OSC de type B et à son système de classification économique.

Indemnités journalières	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131
Dépenses non salariales						
Formation	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087
Autres dépenses						
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
TOTAL POUR L'OSC 2 : SAVE THE CHILDREN	18 000 000	37 570	11 792 132	24 613	6 207 868	12 957
TOTAUX POUR TOUTES LES OSC	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811